Document generated on 05/21/2024 3:37 p.m.

Recherches sociographiques

Milieu rural et milieu ouvrier: deux classes virtuelles

Gérald Fortin

Volume 6, Number 1, 1965

Les classes sociales au Canada français

URI: https://id.erudit.org/iderudit/055249ar
DOI: https://doi.org/10.7202/055249ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Fortin, G. (1965). Milieu rural et milieu ouvrier: deux classes virtuelles. *Recherches sociographiques*, *6*(1), 47–57. https://doi.org/10.7202/055249ar

Article abstract

Les remarques qui suivent s'appuient sur plusieurs recherches portant soit sur le milieu rural, soit sur le milieu ouvrier. Mon intention n'est pas de résumer les résultats de ces recherches dont plusieurs sont encore inédites. Chacune d'entre elles, en effet, est trop partielle et trop circonstanciée pour permettre une vue globale de la situation des classes sociales au Canada français. Replaçant ces données dans leur contexte historique, je voudrais plutôt tenter de présenter les grandes tendances de l'évolution des classes sociales au Québec.

L'histoire récente de la province de Québec a été marquée par un fait central, celui d'une industrialisation et d'une urbanisation très rapides. En moins de quarante ans, la population urbaine est passée de 40 à 70 pour cent de la population totale. Les travailleurs agricoles, qui représentaient le quart de la main-d'œuvre il y a vingt ans, ont vu leur importance diminuer jusqu'à 6 pour cent seulement. Par ailleurs, en moins de trente ans, le secteur tertiaire a doublé son importance relative et représente actuellement 55 pour cent de la main-d'œuvre. Un tel bouleversement de l'économie a transformé radicalement les assises objectives des classes sociales. L'importance relative des cultivateurs, des ouvriers et des cols blancs est en constante évolution et rend difficile la définition subjective que chacune de ces classes peut se faire d'elle-même. D'autant plus que l'industrialisation s'est accompagnée d'une élévation très rapide du niveau de vie et des possibilités de consommation.

La prise de conscience de la fonction de consommation s'est donc faite en même temps que celle de la fonction de production. Par ailleurs, l'industrialisation s'est réalisée dans un contexte idéologique qui non seulement la méprisait mais la condamnait comme antithétique aux idéaux du groupe ethnique canadien-français. Cette idéologie, qui jusqu'à très récemment a été majoritaire et unitaire, était très fortement ruraliste et s'appuyait sur une conception pré-capitaliste de la société.

Idéologie de l'ordre social, non seulement elle s'opposait au conflit de classe, elle niait même l'idée de classe et de conflit. Industrialisation rapide qui élève fortement le niveau de vie tout en s'opposant à une idéologie ruraliste pré-capitaliste, tel est le contexte qui nous permettra de mieux comprendre les difficultés de la classe agricole et de la classe ouvrière à s'actualiser au niveau de la conscience et de l'action collective.

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1965

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

MILIEU RURAL ET MILIEU OUVRIER, DEUX CLASSES VIRTUELLES

Les remarques qui suivent s'appuient sur plusieurs recherches portant soit sur le milieu rural, soit sur le milieu ouvrier.[1]

Mon intention n'est pas de résumer les résultats de ces recherches dont plusieurs sont encore inédites. Chacune d'entre elles, en effet, est trop partielle et trop circonstanciée pour permettre une vue globale de la situation des classes sociales au Canada français. Replaçant ces données dans leur contexte historique, je voudrais plutôt tenter de présenter les grandes tendances de l'évolution des classes sociales au Québec.

L'histoire récente de la province de Québec a été marquée par un fait central, celui d'une industrialisation et d'une urbanisation très rapides. En moins de quarante ans, la population urbaine est passée de 40 à 70 pour cent de la population totale. Les travailleurs agricoles, qui représentaient le quart de la main-d'œuvre il y a vingt ans, ont vu leur importance diminuer jusqu'à 6 pour cent seulement. Par ailleurs, en moins de trente ans, le secteur tertiaire a doublé son importance relative et représente actuellement 55 pour cent de la main-d'œuvre.

Un tel bouleversement de l'économie a transformé radicalement les assises objectives des classes sociales. L'importance relative des cultivateurs, des ouvriers et des cols blancs est en constante évolution et rend difficile la définition subjective que chacune de ces classes peut se faire d'elle-même. D'autant plus que l'industrialisation s'est accompagnée d'une élévation très rapide du niveau de vie et des possibilités de consommation. La prise de conscience de la fonction de consommation s'est donc faite en même temps que celle de la fonction de production.

Par ailleurs, l'industrialisation s'est réalisée dans un contexte idéologique qui non seulement la méprisait mais la condamnait comme antithétique aux idéaux du groupe ethnique canadien-français. Cette idéologie, qui

---

[1] Je tiens donc à remercier, de leur précieuse collaboration, les collègues et les assistants qui ont participé à ces recherches. Je pense particulièrement à Marc-Adélard Tremblay, Émile Gosselin, Louis-Marie Tremblay, Suzanne McLaren, Nicole Gagnon, Lucien Laforest, Paul Bélanger, Jacques Godbout, Gilles Picard, Louis Savard et Jacques Fortier.

jusqu'à très récemment a été majoritaire et unitaire, était très fortement ruraliste et s'appuyait sur une conception pré-capitaliste de la société.[1] Idéologie de l'ordre social, non seulement elle s'opposait au conflit de classe, elle niait même l'idée de classe et de conflit.

Industrialisation rapide qui élève fortement le niveau de vie tout en s'opposant à une idéologie ruraliste pré-capitaliste, tel est le contexte qui nous permettra de mieux comprendre les difficultés de la classe agricole et de la classe ouvrière à s'actualiser au niveau de la conscience et de l'action collective.

I

MILIEU RURAL

Classe objective majoritaire pendant plus d'un siècle et demi, les cultivateurs n'entrent dans l histoire comme classe que vers les années 1920. Pour comprendre ce long silence historique, il nous faudrait brosser à grands traits les caractéristiques de l'agriculture et du milieu rural au début du XXe siècle.

Globalement la situation de ce milieu correspondait presque parfaitement au type de société proposé par l'idéologie unitaire nationaliste. Cette société agricole était composée de petits propriétaires terriens à peu près tous égaux au point de vue économique. Produisant presque uniquement pour l'auto-consommation, ces cultivateurs avaient très peu de contacts avec les marchés et se renfermaient socialement dans la famille et le « rang ». Leurs contacts avec la société globale étaient très restreints et le plus souvent médiatisés à travers le curé, le notaire.

Le commerçant, seul exploiteur possible, avait une position ambiguë. À la fois nécessaire et puissant, il demeurait un symbole de la faiblesse du système d'auto-consommation. Réintégré par les liens de parenté s'il était natif du milieu, il était complètement isolé socialement s'il s'agissait d'un étranger (anglais ou syrien).

Dans de telles conditions, on ne s'étonnera pas de ne pas trouver une conscience de classe chez les cultivateurs. Les seules identifications possibles pour l'individu étaient donc l'identification à sa famille étendue, à son rang et à sa paroisse.

Durant les deux premières décennies du XXe siècle, l'évolution globale de la société réussit à créer deux brèches dans ce système presque parfaite-

---

[1] Fernand DUMONT et Guy ROCHER, « Introduction à une sociologie du Canada français », dans : *Le Canada français aujourd'hui et demain*, Paris, Fayard, 1961 (*Recherches et débats*, cahier n° 34) ; Gérald FORTIN, *The Ideology of a French-Canadian Nationalist Magazine, 1917-1954*, thèse de doctorat présentée à Cornell University, 1956.

ment clos. Il s'agit de l'industrie laitière et du commerce du bois qui vinrent s'ajouter à l'agriculture de subsistance.

Bien que réinterprétées en fonction du schéma traditionnel, ces deux nouvelles productions intensifiaient et même changeaient le rôle du commerçant de même que le rôle de l'État. Ainsi apparurent les premières manifestations d'une conscience de classe agricole. Le commerçant, que le système traditionnel avait absorbé en lui donnant une place marginale, était un marchand, un vendeur. Dans la nouvelle situation, le commerçant devint producteur de beurre ou de fromage, devint acheteur de produits forestiers. Pour la première fois, le cultivateur eut l'impression d'être exploité par ces commerçants. L'idéologie nationaliste qui avait toujours privilégié le monde rural et les cultivateurs, de pré-capitaliste qu'elle était, devint anti-capitaliste. Pour lutter contre cette exploitation, les élites agricoles, clergé et agronomes, importèrent d'Europe le système coopératif.

La conscience de classe était toutefois trop faible et trop nouvelle pour créer un véritable mouvement de classe. Le capitalisme qu'il fallait combattre dut donc être présenté en termes concrets, familiers à une population ayant toujours vécu au niveau local. Ce n'est donc pas le système que le mouvement coopératif attaqua mais des commerçants locaux, c'est-à-dire des gens auxquels on était lié par des liens de parenté ou d'amitié. À cause de ces liens affectifs, on ne pouvait pas ruiner complètement ces marchands ou ces producteurs devenus exploiteurs. Ainsi au niveau local, la coopérative a eu pour effet de créer un concurrent efficace au monopole des commerçants plutôt que de créer un monopole communautaire réel.

Cet adoucissement de l'idéal coopératif est dû aussi au fait que les leaders agricoles se sont vite rendu compte que l'utilisation du sentiment d'exploitation entrait en contradiction avec l'idéologie de l'ordre. Délaissant l'exploitation et la revendication comme motivation, on continua à fonder et surtout à soutenir les coopératives existantes par l'esprit de clocher (chaque village qui se respecte doit avoir sa coopérative) et par des arguments strictement économiques comme ceux de la ristourne. Ce premier éveil de la conscience de classe agricole fut tué dans l'œuf par l'élite éclairée qui présidait à son destin.

Les commerçants n'étaient toutefois pas les seuls à devenir un groupe plus actif dans le milieu rural. L'industrie laitière exigeait l'apprentissage de nouvelles techniques de production agricole et l'État dut mettre sur pied une équipe d'agronomes chargée de vulgariser ces techniques et de guider les cultivateurs dans leur nouvelle production.

Ce sont ces agronomes qui devinrent les apôtres les plus fervents du système coopératif et qui prirent de plus en plus l'initiative et les commandes. Le mouvement coopératif apparut donc ainsi à quelques leaders ruraux plutôt comme un mouvement gouvernemental que comme un mouvement

de classe véritable. Ces leaders, fortement appuyés par le clergé et l'idéologie unitaire, redoutaient encore plus l'intervention de l'État que le capitalisme. S'inspirant des *Farmers's Unions* et intégrant les quelque 5,000 membres québécois de cette association, ces leaders fondèrent en 1924 l'Union catholique des cultivateurs qui, à ses débuts, se présentait comme un mouvement de classe s'appuyant très fortement sur la revendication.

Les intentions de l'U.C.C. naissante dépassaient toutefois les objectifs du clergé qui l'avait appuyée surtout à cause de son opposition à l'État. Encore une fois, l'idéologie de l'ordre était menacée par ces propos révolutionnaires. Par une série de manœuvres encore assez mal connues, de mouvement syndical de classe, l'U. C. C. devint un mouvement d'éducation. Faisant la paix avec le mouvement coopératif, l'U. C. C. accepta que les coopératives s'occupent des intérêts économiques des cultivateurs alors qu'elle-même s'occuperait de leurs intérêts sociaux et moraux. Mouvement actif de classe sociale, l'U. C. C., en moins de cinq années, était devenue le plus fidèle porte-parole de l'idéologie ruraliste traditionnelle.

La crise économique des années 30 qui força les cultivateurs à se replier à nouveau sur l'auto-consommation devait parachever complètement cet avortement de la prise de conscience de la classe agricole.

De 1939 à 1945, l'agriculture québécoise connut sa seule période de prospérité véritable. Cette prospérité, qui permit la consolidation du système coopératif concurrentiel, était par ailleurs très peu propice à un sentiment de classe. Loin d'être exploités, les cultivateurs jouissaient d'une situation où le jeu normal de l'offre et de la demande n'opérait plus ; on avait besoin de la production, quel que fût le prix.

Cette prospérité des années de guerre devait marquer une étape décisive dans l'histoire du milieu agricole québécois. C'est en effet l'époque où le cultivateur québécois s'est ouvert au monde extérieur et est entré brusquement en nouveau riche dans l'économie de consommation. L'arrêt temporaire et artificiel du jeu de l'offre et de la demande permit à tous les cultivateurs de réaliser des revenus énormes tout en continuant à employer les techniques traditionnelles. Le cultivateur pouvait ainsi utiliser une très grande partie de son revenu à la consommation. Devant consacrer tous leurs efforts à la production des denrées commerciales, les cultivateurs durent par ailleurs négliger leurs productions artisanales. Ainsi, non seulement pouvaient-ils consommer des biens manufacturés, mais ils étaient en quelque sorte forcés par la conjoncture de le faire. C'est donc en niveau riche que le cultivateur pénétra brusquement dans l'univers de consommation des biens de masse.

Parmi ces biens de consommation, un certain nombre devaient avoir des répercussions au niveau même du style de vie du milieu rural. Les premiers biens que le cultivateur se procura, en effet, furent la radio, les journaux et l'automobile. L'univers de la famille rurale dépassait ainsi

brusquement les cadres traditionnels de la communauté paroissiale pour s'ouvrir sur la ville et son mode de vie.

La fin de la guerre et le retour aux conditions normales du marché furent un triste retour à la réalité pour les familles rurales. Déjà habituée à un niveau de vie élevé et encouragée à ce niveau de vie par la publicité, la famille agricole, privée de son revenu artificiel, se voyait placée dans un dilemme : revenir en arrière ou changer. Un premier changement consistait à délaisser complètement l'agriculture de subsistance pour entrer dans l'agriculture spécialisée et commercialisée. C'était là une solution difficile à cause surtout du manque de préparation technique et administrative des cultivateurs. Un certain nombre d'entre eux, dans les régions les plus prospères, choisirent toutefois cette voie. Ils furent d'ailleurs aidés par l'entreprise capitaliste qui leur offrait des contrats d'intégration de la production.

Une deuxième solution consistait à abandonner complètement l'agriculture pour chercher une occupation nouvelle plus rémunératrice. Plus de la moitié des cultivateurs de la province de Québec choisirent cette orienration d'autant plus aisément que l'évolution globale de l'économie leur permettait de trouver dans le milieu rural même ces occupations de substitution.

Enfin, un certain nombre choisirent une troisième voie, celle de l'agriculture à temps partiel combinant les travaux traditionnels de la ferme avec le travail salarié en forêt ou dans la construction.

Malgré tous ces efforts, il reste que dans le milieu rural des dix dernières années, le niveau de revenu est beaucoup plus faible qu'en milieu urbain. Par ailleurs, ayant été conduit un peu malgré lui à l'univers de consommation, le rural croit y avoir droit comme tous les autres citoyens. Sa revendication à la justice distributive devient ainsi de plus en plus forte.

Ainsi apparaît dans le milieu rural une conscience d'aliénation et un effort de revendication. Mais il s'agit d'une conscience de classe un peu particulière en ce sens qu'elle regroupe dans une seule classe tous les travailleurs du milieu rural, qu'ils soient travailleurs agricoles ou non. Dans les entrevues, les cultivateurs et les journaliers nous parlent de deux classes sociales : les petits, et les autres, qui exploitent les petits.

Lorsqu'on leur demande de définir ce qu'ils entendent par les petits, deux points ressortent. Les petits sont ceux qui doivent se priver au niveau de la consommation. Les petits, ce sont les cultivateurs, les bûcherons, les journaliers et les chômeurs. Les petits, ce sont les ruraux auxquels on adjoindra parfois les chômeurs urbains. Les autres, les exploiteurs, ce sont tous ceux qui gagnent plus de $4,000 par année, quelles que soient leur occupations. Pour le cultivateur et le journalier, les autres ce sont les professionnels, les commerçants mais aussi les cols blancs et les ouvriers. Par ailleurs, et c'est très important, on ne blâme pas tellement les autres de leur situation

privilégiée d'exploiteurs. C'est l'État qui a permis à l'injustice d'exister et qui permet encore sa perpétuation. C'est à l'État qu'il appartient de remédier à cette situation et de donner au rural un niveau de vie égal à celui de la société globale. C'est donc une conscience de classe ou une conscience de milieu qui s'exprime exclusivement par la consommation et non par des facteurs de production. Ce ne sont pas des producteurs qui réclament de meilleures conditions de travail ou une possibilité de contrôle sur le travail, ce sont des consommateurs qui réclament tout simplement du travail ou du moins un revenu.

Pour le bûcheron professionnel, surtout celui qui a été syndiqué par les unions internationales, le sentiment d'exploitation dépasse toutefois ce premier niveau. Les conditions de travail, la stabilité d'emploi à court et à long termes, deviennent objet de revendication. L'exploiteur devient la compagnie et le capitalisme qui cristallisent ainsi la revendication.[1] L'État demeure quand même dans ce cas un objet important de revendication.

Cette conscience se traduit pratiquement à trois niveaux différents. Le premier, qui est aussi le premier dans l'ordre chronologique, est le niveau politique. On rejette les deux partis traditionnels et l'on fonde ses espoirs sur un nouveau parti, le Crédit social. Ce nouveau parti semble avoir été un des éléments les plus importants dans l'apparition de la conscience de classe.

Un deuxième niveau est la création de Conseils d'expansion économique au plan régional. Bien qu'il soit le fait d'un petit groupe de leaders plus ou moins traditionnels, ces conseils manifestent déjà un élément positif. Il ne s'agit pas seulement de réclamer de l'État, il faut soi-même passer à l'action, s'organiser et participer aux décisions qui affectent le milieu.

La troisième manifestation est au niveau d'une prise de conscience de classe proprement dite. Il s'agit d'une réorientation de l'U.C.C. Demeurée mouvement d'éducation durant la période de guerre et d'après-guerre, l'U.C.C., vers 1955, commença à renoncer à l'idéologie ruraliste traditionnelle et chercha à orienter les cultivateurs vers une augmentation de la productivité et vers un choix définitif et raisonné de l'agriculture commerciale. Les dirigeants de l'U.C.C. se rendirent cependant vite compte que la commercialisation qui s'opérait surtout par les contrats d'intégration des compagnies remettait en danger la position même du cultivateur. Revenant aux sources ou redécouvrant les sources, l'U.C.C. se redéfinit de plus en plus comme mouvement syndical. Ne parlant même plus de défendre les cultivateurs mais bien de défendre les travailleurs agricoles (qui sont des propriétaires), l'U.C.C. veut regrouper dans un

---

[1] C'est là toutefois un phénomène récent qui exigerait de longs développements sur l'évolution de l'organisation du travail forestier, sur le passage du système d'entrepreneurs au système de la compagnie.

même syndicat les producteurs d'une spécialité donnée pour négocier les prix et les conditions de vente avec l'ensemble des acheteurs de cette production. Elle renonce ainsi (sans trop en être consciente) à la base paroissiale et diocésaine qui avait été sa structure privilégiée pour passer à une base sectorielle sans limite territoriale autre que celle de la province.

Par ailleurs, l'U.C.C. ne restreint plus son action strictement aux cultivateurs mais englobe tout le milieu rural. Ainsi, elle organise des coopératives forestières et des syndicats chez les travailleurs forestiers et même chez les journaliers. S'appuyant sur une conscience rurale globale, l'U.C.C. tente actuellement de particulariser la conscience et les revendications de ce monde rural. Cette particularisation se fait à deux niveaux : d'abord au niveau du groupe des producteurs spécialisés, ensuite au niveau des différentes catégories de travailleurs ruraux non agricoles.[1]

Encore entachée dans sa mentalité et dans ses structures par l'idéologie traditionnelle et son passé de mouvement d'éducation, l'U.C.C. est toutefois placée dans une conjoncture très favorable à la réalisation de son nouvel idéal de mouvement de classe. Il reste cependant un pas très considérable à franchir avant qu'on puisse véritablement parler de conscience de classe par rapport à ce qui se passe dans les milieux ruraux du Québec. La revendication y est forte mais c'est une revendication qui est strictement au niveau de la consommation. D'autre part, c'est une revendication qui se dirige surtout vers l'État non pas pour y participer ou pour le contrôler mais pour en retirer plus. Le producteur aussi bien que le citoyen responsable ont encore à prendre conscience d'eux-mêmes dans ce milieu.

II

LE MILIEU OUVRIER

Tant qu'ils représentaient un élément relativement peu important de la population, surtout en comparaison avec le milieu rural, l'idéologie nationaliste négligea les ouvriers. Jusque vers 1920, on peut dire que les ouvriers furent laissés à eux-mêmes par l'élite. Cela est loin de signifier toutefois que les ouvriers furent passifs et sans leadership. Au contraire, c'est peut-être la période où leurs revendications s'exprimèrent le plus ouvertement et avec le plus de violence. Sous l'impulsion des syndicats américains naissants, les ouvriers québécois participèrent activement aux Chevaliers du Travail puis aux Unions internationales. Privés de toute reconnaissance légale, ces syndicats n'en firent qu'une lutte plus acharnée, et les grèves et les manifestations se multiplièrent.

---

[1] Cet objectif, pour être efficace, supposera sans doute une scission entre U.C.C. agricole et U.C.C. forestière. Certains signes en témoignent déjà.

La montée des unions internationales et leur agressivité finirent cependant par inquiéter les idéologues de l'élite éclairée. Ce qui les inquiétait toutefois, ce n'étaient pas les problèmes de la classe ouvrière mais plutôt le caractère anglais et athée de son organisation et le climat de désordre que son agressivité créait. Pour obvier à tous ces inconvénients, l'élite et, en particulier, le clergé suscitèrent la formation des syndicats catholiques. Syndicats de boutique (à la fondation, il y avait autant de patrons que d'ouvriers), syndicats confessionnels et ethniques, les syndicats catholiques étaient la solution idéale à opposer aux unions internationales.

Sans réussir à supplanter complètement les unions internationales, les syndicats catholiques recrutèrent assez de membres pour que la paix sociale soit à nouveau rétablie et que la conscience de la classe ouvrière soit très fortement affaiblie. Comme on avait réussi à tuer dans l'œuf l'U.C.C. naissante, on réussit aussi à neutraliser les revendications de la classe ouvrière et à les remplacer par la bonne entente et la résignation.

Malgré ses succès, l'idéologie unitaire porta assez peu d'attention à ces syndicats catholiques (sauf pour les contrôler) durant les années 20 et les années de la crise. À cette époque, l'idéologie demeura axée sur le milieu rural et la classe agricole. On refusa même de voir l'importance croissante des ouvriers urbains dans l'ensemble de la population.

Cependant, la conscience ouvrière était peut-être déjà trop éveillée pour être aussi facilement muselée. Avec la guerre et le regain dans le rythme de l'industrialisation, la revendication et l'agressivité reprirent. Cette agressivité gagna même les syndicats catholiques. Cessant d'être catholique avant d'être syndicale, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada prit à son compte les problèmes et les revendications ouvrières. La C.T.C.C. était même prête, dans certains cas, à s'allier avec les unions internationales pour lutter contre des patrons canadiens-français, la solidarité ouvrière prenant le pas sur la solidarité ethnique. Cet éveil de la C.T.C.C. atteignit un point culminant avec la grève de l'amiante en 1949. À ce moment, l'idéologie unitaire dut reconnaître non seulement la force de la classe ouvrière mais sa suprématie numérique. Certains idéologues allèrent même jusqu'à suggérer que le nationalisme s'allie dorénavant avec la classe ouvrière pour délaisser tout l'aspect rural et agricole de l'ancienne idéologie. Bien que créant un schisme, cette nouvelle orientation devait emporter l'assentiment des éléments les les plus dynamiques du nationalisme.

Par ailleurs, ayant réussi à s'émanciper du cadre idéologique traditionnel, la C.T.C.C. renoncera d'elle-même à son caractère confessionnel et deviendra la C.S.N. (Confédération des syndicats nationaux).

Cette émancipation des syndicats catholiques devait profiter aux autres centrales syndicales, de sorte que le syndicalisme ouvrier représente une des forces principales de la société québécoise contemporaine. Ces cen-

trales syndicales, sauf la C.S.N., ont même passé récemment à l'action politique active en s'affiliant au Nouveau Parti Démocratique.

Les résultats de l'action syndicale ont été satisfaisants, en particulier au niveau du salaire. En général, l'ouvrier d'usine gagne autant sinon plus que son collègue, petit col blanc du secteur tertiaire. Son niveau de vie est donc assez élevé et sa participation à l'univers de consommation est normal selon les normes nord-américaines. Son logement est équipé des appareils électriques les plus courants, il possède une voiture, prend des vacances à l'extérieur, possède même parfois une maison de campagne.

La classe ouvrière a donc su mieux résister à l'effort systématique des forces de l'ordre et a su se donner des structures d'action relativement efficaces. Il semble même que la conscience ouvrière ne se contente plus de revendiquer au niveau du syndicalisme de contrôle mais veut passer à l'action politique, par suite de l'incapacité même du syndicalisme de contrôle à résoudre l'aliénation fondamentale des travailleurs. Explicitement, par son affiliation politique récente, ou implicitement, par le contenu de ses revendications, le syndicalisme québécois est devenu récemment socialiste.

La sociologie a toutefois déjà montré que plus un mouvement devient efficace plus la participation de ses membres peut devenir ténue, le dynamisme du mouvement devenant de plus en plus le fait d'un petit groupe de leaders ou d'animateurs et représentant de moins en moins la conscience réelle des membres. Sous le syndicalisme relativement efficace, existe-t-il vraiment une classe ouvrière consciente d'elle-même et déterminée à agir collectivement par ses structures ?

Sans nous permettre de répondre de façon définitive à cette question, nos recherches nous donnent quand même des indications assez précises.

Il nous faut d'abord distinguer entre les ouvriers de première génération et les ouvriers de deuxième ou de troisième génération. Par suite du rythme accéléré de l'industrialisation québécoise, le pourcentage des travailleurs de la première génération est toujours assez élevé.[1] Chez ces ouvriers de première génération, le niveau de satisfaction est très élevé et l'on trouve assez peu de revendications, même au plan des conditions de travail. Chez les anciens cultivateurs ou les fils de cultivateurs, on s'attendrait à trouver une frustration assez grande par suite du système bureaucratique de l'usine et de la perte de l'indépendance si chère aux cultivateurs. Ces inconvénients, que les travailleurs de vieille date remarquent assez fortement, semblent passer presque inaperçus chez les nouveaux travailleurs d'origine rurale. Soit qu'on accepte la situation avec résignation, soutenant qu'il y aura toujours des petits et qu'il est normal d'obéir à un contremaître (ce qui

---

[1] Dans une enquête conduite en 1958 auprès de 500 familles de la région de Montréal, plus de la moitié des chefs de famille étaient nés dans le milieu rural.

est le fait d'un faible pourcentage), soit qu'on ignore complètement le milieu de travail parce qu'à toutes fins pratiques on le considère moins onéreux que le travail sur la ferme, ce qui frappe ou semble frapper surtout le nouveau travailleur en usine, c'est l'élévation très considérable des revenus et, pour autant, du niveau de vie. Pour lui, l'accès à l'usine a constitué une mobilité sociale qui satisfait entièrement et même dépasse ses aspirations économiques. Les inconvénients des conditions de travail et du milieu urbain représentent un faible prix pour les avantages apportés par un salaire non seulement élevé mais régulier et par une sécurité à long terme. Ce qu'il retient du syndicalisme, ce sont surtout les clauses d'ancienneté qui viendront encore garantir cette sécurité à long terme.

Chez les travailleurs de vieille souche (deuxième génération) la situation est plus complexe. Le niveau de revendication diffère selon les usines et selon le degré de qualification des travailleurs.

La revendication de certains reste axée surtout sur les conditions de salaire et les mécanismes de sécurité économique. C'est surtout le cas des usines où le niveau de salaire est assez bas et où le niveau technologique est assez vieillot. Ces travailleurs sont très conscients de la dureté de leurs conditions de travail et de leur état de subordination vis-à-vis l'autorité. Ouvriers semi-qualifiés pour la plupart, ils sont aliénés à peu près à tous les plans de leur vie de travail aussi bien que de leur vie tout entière. Bien que très conscients de cette aliénation globale, c'est toutefois surtout au niveau du salaire que leurs revendications collectives s'expriment. Comme le travailleur rural, ce qu'ils réclament surtout, c'est un pouvoir d'achat et la sécurité d'un gain suffisant. Pour eux, la revendication collective et la lutte syndicale vont de soi. Sans être nécessairement des membres très actifs, ils appuient et soutiennent leur syndicat.

Si un faible salaire provoque presque toujours une conscience conduisant à l'action collective, les conditions de travail et la subordination n'ont pas toujours ce même effet. Chez tous les travailleurs interviewés, nous avons rencontré une forte aliénation au niveau du travail lui-même. Normalement, nous avons trouvé que les travailleurs semi-qualifiés étaient davantage aliénés au niveau des conditions de travail, alors que les hommes de métier ressentaient davantage l'absence de contrôle et de prise de décision.

Les réactions à cette aliénation sont cependant très diverses. Une première réaction, assez importante, est la recherche de la mobilité individuelle. Les avenues de cette mobilité sont la promotion au poste de contremaître, l'inscription à des cours du soir et le syndicalisme. Le syndicalisme lui-même offre une double voie de promotion, soit qu'on se serve d'un poste dans l'union locale pour être remarqué par le patron et être nommé contremaître, soit qu'on aspire à la mobilité à l'intérieur même des structures syndicales.

Pour la majorité, c'est-à-dire pour l'opérateur dont le salaire est assez élevé, l'aliénation au niveau du travail semble compensée ou sublimée au niveau de la consommation et des relations de types primaires au sein de la famille. Surtout lorsque le niveau de salaire est assez élevé, la revalorisation de soi qu'on ne peut trouver au niveau du travail, on la recherche au niveau de la famille et de la consommation. Le travail devient ainsi une sorte de « pensum » auquel on ne peut pas échapper mais qui réussit quand même à procurer un certain bonheur en dehors de ses cadres.

Cette compensation ne réussit toutefois pas à faire disparaître l'aliénation fondamentale au niveau du travail. Chez les plus conscients, on remarque une résignation qu'on pourrait qualifier de cynique devant la situation. On a perdu tout espoir d'action individuelle ou collective. On a surtout perdu confiance dans les partis politiques traditionnels. On votera alors pour le N. P. D. et surtout pour le Crédit social espérant qu'ainsi un nouvel ordre social sera possible. Mais il s'agit là d'une action politique négative encore très confuse.[1]

Une troisième solution, la solution collective, est beaucoup plus rare et se rencontre surtout chez les ouvriers les plus qualifiés. Ces ouvriers sont ceux qui sont les plus actifs dans le syndicalisme et qui, pour autant, ont été plus exposés à l'idéologie syndicale.

Quant à la conception du socialisme que se font les ouvriers, elle est globalement une conception de consommateur. Ce que l'on demande au socialisme, comme à peu près à n'importe quel État ou parti, c'est une meilleure répartition des revenus, une meilleure répartition des biens et des services de consommation. L'idée de participation aux décisions, l'idée d'autogestion est, à toute fin pratique, inexistante.

La véritable conscience de classe semble donc se concentrer aux deux extrémités de l'échelle des travailleurs : chez les travailleurs encore mal payés et chez les travailleurs les plus qualifiés. Le contenu de cette conscience au niveau de la consommation dans le deuxième cas, c'est une conscience au niveau de la subordination. Globalement, cependant, il nous semble que, bien que mieux encadré et bien que pas nécessairement moins aliéné, l'ouvrier urbain est moins revendicateur que le travailleur rural.

Sans doute faut-il chercher une explication de ce fait dans la période de recul qu'a subie le syndicalisme par suite de l'intervention de l'idéologie de l'ordre. Il est sûr que la C. S. N., malgré son évolution actuelle, n'a pas réussi à se débarrasser complètement de certains relents de cette idéologie.

---

[1] L'analyse de ce rejet du système politique actuel et des composantes contradictoires de cette nouvelle attitude exigerait de très longs développements. L'aliénation du travail et la fonction compensatrice de la consommation y sont étroitement mêlées et la réaction de la majorité ouvrière a bien des points communs avec la réaction du milieu rural.

Il faut cependant chercher une explication dans le fait que le syndicalisme québécois est un syndicalisme de contrôle et non un syndicalisme idéologique (exception faite de la conversion très récente de quelques centrales à l'idée d'action politique). Axé sur la négociation de contrats de travail et relativement efficace sur ce plan, le syndicalisme apparaît donc à l'ouvrier comme une sorte de police d'assurance ou de service pour la défense de ses conditions de salaires ou de ses conditions de travail. Le syndicalisme n'est pas nécessairement son affaire. Une fois qu'il a payé sa cotisation, il laisse à des spécialistes le soin de tirer le meilleur parti possible de la situation. Pressentant l'inefficacité du syndicalisme de contrôle à résoudre son aliénation fondamentale, il a de la difficulté à chercher une solution politique à ses problèmes. D'autant plus que les leaders syndicaux lui ont toujours demandé de dissocier son action politique de son action comme travailleur. En ce sens, le syndicalisme a peut-être été un facteur important de freinage pour l'éclosion d'une véritable conscience de classe.

Enfin, il faut voir dans le succès même du syndicalisme sur le plan de l'augmentation du niveau de vie des travailleurs une autre raison de cette absence de conscience. En effet, pour un très grand nombre de travailleurs, sinon la majorité, l'aliénation au niveau du travail est sublimée dans la consommation et la vie familiale. Sur ce point, ruraux et urbains se rencontrent. Le phénomène de consommation est devenu un phénomène crucial pour l'homme du XXe siècle. C'est un des points les plus solidement établis dans nos recherches : ruraux et urbains, ouvriers et cols blancs partagent tous les mêmes besoins et les mêmes aspirations au niveau de la consommation. Satisfaisant différemment ces besoins, ils sont ainsi plus ou moins conscients d'une situation d'injustice et plus ou moins revendicateurs.

On peut se demander en terminant si, ayant tous satisfait également ces besoins, ils cesseraient tous d'être conscients. Cette question, d'ailleurs, peut se poser non seulement pour la province de Québec, mais pour tous les pays où l'industrialisation est assez avancée. Ici comme ailleurs, cependant, il semble que la réponse à cette question soit négative. Chez les travailleurs les plus qualifiés et chez les techniciens, on voit en effet apparaître une nouvelle forme de conscience. La conscience de n'être que des simples exécutants qui ne participent pas aux décisions. Cette conscience semble conduire, dans la plupart des cas, à la recherche d'une solution de type collectif et à la recherche d'une nouvelle structure d'organisation sociale et politique.

La technologie qui, à ses débuts et par ses excès, avait créé chez l'ouvrier un état de conscience et avait permis une action collective libératrice, semble avoir tué cette conscience chez l'ouvrier en lui permettant la consommation de masse. En continuant à se développer, elle exige

toutefois du travailleur de plus en plus de connaissances et de qualifications. Pour autant, elle lui permet un niveau de conscience plus affiné et plus profond qui contient en puissance la libération et la réalisation de l'homme.

Gérald FORTIN

Département de sociologie et d'anthropologie,
Université Laval.